

Service protection animale et environnement  
14, rue du Maréchal-Juin  
Cité administrative  
CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 25/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL ROECKEL**

21 RUE DES VERGERS  
AVENHEIM  
67370 Schnersheim

Références : 2024

Code AIOT : 0056700628

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement SARL ROECKEL implanté 21 RUE DES VERGERS AVENHEIM 67370 Schnersheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre de la programmation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ROECKEL
- 21 RUE DES VERGERS AVENHEIM 67370 Schnersheim
- Code AIOT : 0056700628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SARL ROECKEL est une installation classée soumise à autorisation, notamment au titre de la rubrique 3660, élevage intensif de poules pondeuses.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ....

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	la demande d'autorisation			
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
13	Gestion de la qualité des fientes	AP Complémentaire du 13/12/2019, article 33	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
6	Enclos, volières et parcours de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Sans objet
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
8	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
9	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
10	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation globalement conforme.

Les modifications réalisées et non déclarée seront, selon les déclarations orales de l'exploitant, incluse dans le « porter à connaissance » en cours de rédaction.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème-s :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Des modifications des installations ont été réalisées, sans information préalable de Mme la Préfète, à savoir : — implantation d'un hangar d'une autre entité juridique sur une partie du parcours du bâtiment K04 ; — ajout de deux silos pour le stockage de maïs humide, à l'Ouest de la fabrique d'aliment ; — envoi de la totalité des effluents liquides (eaux de lavage) vers une installation de méthanisation ; — modification des modalités de stockage du carburant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :  Transmission d'un « porter à connaissance »
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème-s :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  Les installations sont visuellement propres et entretenues. Aucune trace de prolifération de nuisibles observée au cours de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème-s :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un

<p>ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <p>— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</p> <p>— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>[....]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Défense extérieure contre l'incendie assurée par deux poteaux incendies (côté village) et une réserve de privée.</p> <p>Positionnement des extincteurs conforme et dernière vérification de leur fonctionnement réalisée le 20/03/2023.</p> <p>Absence de plan localisant les extincteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème-s :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[....]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>[....]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des justificatifs attestant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de la vérification du groupe électrogène, le 31/01/2024,</li> </ul>

- de la vérification du séchoir, le 22/03/2023
- de la vérification des installations électriques (Q18) le 24/02/2023
- de la vérification des extincteurs le 20/03/2023

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Accès aux installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème-s :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.  
Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

Prescription respectée : affichage à l'entrée des installations et liste fermée de personnes autorisées à y accéder.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Enclos, volières et parcours de volailles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21

**Thème-s :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.

**Constats :**

Prescription respectée pour le bâtiment K04.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Aucun écoulement d'effluent constaté au cours du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b>  Aucun rejet d'effluent constaté vers les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments sont correctement ventilés.  L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.  En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.  Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : — les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; — les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;

— dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
<b>Constats :</b>  Aucun constat d'accumulation de poussières ou d'odeurs anormales. Les voies de circulations et de stationnement sont aménagées et propres. Les abords sont végétalisés et entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gestion des odeurs.  L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
<b>Constats :</b>  Absence d'odeurs excessives ou anormales constatées au cours du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : — limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; — trier, recycler, valoriser ses déchets ; — s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b>  Gestion des déchets satisfaisante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont



<p>stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets, dont les cadavres d'animaux, sont gérés de manière conforme.  Les cadavres sont collectés et acheminés vers un stockage en froid négatif.  Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont présents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Gestion de la qualité des fientes

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2019, article 33</p>
<p><b>Thème-s :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonctionnement courant, les fientes subissent une déshydratation qui devra être réalisée conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural et conduire à un produit répondant à la Norme NF U 42-001. Ce produit final peut être commercialisé sous réserve de la détention de toutes autres autorisations éventuellement requises.</p> <p>Le produit obtenu doit satisfaire aux caractéristiques fixées par la Norme NF U 42-001 des amendements organiques de type 1 fixée pour les fumiers issus de l'agriculture. En conformité avec la Norme, la traçabilité de l'amendement doit être assurée pour chaque lot. Les lots doivent être analysés et tracés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant doit réaliser les analyses réglementaires nécessaires à la valorisation de ses fientes en engrais organique selon la norme NF U 42-001. La conformité du produit à cette norme est réalisée par le recours aux analyses prévues par l'arrêté du 05 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture normalisés.</p> <p>Un prélèvement représentatif de chaque lot doit être effectué et transmis à un laboratoire d'analyse agréé pour déterminer les paramètres agronomiques (pH, % MS, % MO, N, NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, MgO).</p> <p>Un prélèvement représentatif doit être effectué au minimum deux fois par an et transmis également à un laboratoire d'analyse agréé pour vérifier la conformité du produit sur les paramètres suivant :</p>

<p>éléments traces métalliques critères microbiologiques inertes et impuretés composés traces organiques</p> <p>La mise sur le marché de l'amendement doit s'effectuer dans le respect de la Norme. Chaque enlèvement est enregistré par l'exploitant dans un cahier, accompagné du bordereau d'enlèvement. Une traçabilité du produit commercialisé est mise en place. Elle concerne l'étiquetage des emballages et les documents d'accompagnement conformément aux dispositions du décret n° 80-478 du 16 juin 1980.</p> <p>Les fientes NF U 42-001 prêtes à partir sont identifiées par la date de fin de fabrication et par les analyses correspondantes. Un enregistrement des résultats d'analyse doit être conservé pour pouvoir être présenté aux services d'inspection pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit.</p> <p>Un registre est tenu à jour régulièrement, indiquant l'état des stocks présents et la destination précise de chaque session (nom et raison sociale de l'acheteur, adresse précise, quantité).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La norme NFU 42-001 n'existe plus. De plus, l'exploitant ne réalise qu'une seule analyse annuelle des éléments traces métalliques, critères microbiologiques, et composés traces organiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmission d'un « porter à connaissance » pour définir la norme à présent applicable aux fientes déshydratées et les paramètres que devra respecter l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>